Document generated on 06/05/2025 10:35 a.m.

Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association
Rapport de l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada

Aperçu de la situation économique dans le Bas-Canada vers 1837

Gérard Parizeau

Volume 16, Number 1, 1937

URI: https://id.erudit.org/iderudit/290006ar
DOI: https://doi.org/10.7202/290006ar

See table of contents

Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0317-0594 (print)
1712-9095 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Parizeau, G. (1937). Aperçu de la situation économique dans le Bas-Canada vers 1837. *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association / Rapport de l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada*, *16*(1), 51–71. https://doi.org/10.7202/290006ar

All Rights Reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1937

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS LE BAS-CANADA VERS 1837

Par GÉRARD PARIZEAU

Il y a cent ans à peine régnait au Canada une atmosphère de nervosité collective qui faisait prévoir des désordres. Dans le Haut comme dans le Bas-Canada, le peuple était travaillé par un désir d'affranchissement dont profitaient ceux qui voulaient une évolution politique rendue nécessaire par de graves abus.

Dans le Bas-Canada, cette crise se complique d'un problème racial qui la rend plus aiguë. Si les classes s'opposent les unes aux autres, les groupes ethniques s'affrontent, et parfois même les intérêts de classe font place aux intérêts de groupe.

Pour saisir toute la complexité de la situation, il importe d'étudier les facteurs économiques et sociaux en présence.

Les documents précis étant assez rares, il suffira de dégager quelques faits d'ensemble, destinés à donner un aperçu général du sujet. Parmi ces faits, il y a d'abord le milieu social, c'est-à-dire les hommes, ce qu'ils font, comme ils vivent, ce qui les oppose. Puis, nous verrons à quoi ils travaillent, c'est-à-dire l'agriculture et le commerce.

I. LE MILIEU

Dans le Bas-Canada, il y a d'abord les francophones, qui s'appellent Canadiens pour bien marquer leur droit de premier occupant. Venus d'un peu toutes les provinces de France il y a pas mal de temps, ils se sont repliés sur eux-mêmes après le départ des Français; et, de leur isolement, est né un type à peu près unique, homogène malgré les querelles de clocher et qui s'entend assez bien pour faire front commun contre celui qu'on appelle l'Anglais avec un peu de dédain, mais avec une admiration instinctive qu'on ne s'avoue pas. A cause de cela ceux qui connaissent mal les Canadiens portent sur leur morgue des jugements assez inattendus. Ainsi, un journaliste anglais, Stewart Derbishire, venu en éclaireur de la mission Durham, disait d'eux: "The habitans are a sluggish race, fond of indolent pleasures, light hearted and gay. They resemble the French in many of their qualities and have all the national conceit of that people. They consider themselves superior to all other people, and too good to mix with any other race."[1] Ce jugement est assez étonnant; mais il indique l'opinion que pouvaient avoir les Anglais vivant parmi une population qu'ils jugent hostile parce qu'ils en comprennent ni la langue, ni les habitudes, ni les traditions. De leur côté, les Canadiens trouvent insuportable un groupe dont ils partagent ni l'idiome, ni la religion et dont ils ne comprennent pas les goûts d'action et d'entreprise. Lord Durham a tracé un tableau assez juste du milieu dans son *Rapport*, honni des Canadiens pour ses conclusions dirigées contre la survivance de leur groupe; mais dans lequel on trouve de remarquables aperçus.[2] Il montre les deux groupes profondément divisés par le langage; vivant en compartiments étanches, s'injuriant un peu à tort et à travers mais en venant rarement aux mains; inter-

[1] "Stewart Derbishire's Report to Lord Durham on Lower Canada, 1838" (*Canadian Historical Review*, XVIII, March, 1937, 57).

[2] *The Report of the Earl of Durham* (London, 1902).

prêtant de la pire façon les gestes ou les paroles mêmes les plus favorables. Et jugeant l'atmosphère de suspicion, d'injustice et de haine dans laquelle il vit depuis son arrivée, Lord Durham conclut: il y a là une lutte de races;[3] ce en quoi il n'avait que partiellement raison, car à l'opposition des races s'ajoutaient, à mon avis, l'opposition des classes et celle des intérêts.

Les Canadiens sont avant tout des paysans, dans le sens le plus précis du mot; c'est-à-dire des gens qui tirent leur entière subsistance de la terre et qui, à cause de cela, font corps avec elle depuis plusieurs générations. Ils y sont à ce point attachés que le meilleur argument de ceux qui veulent les entraîner dans la rébellion est que les Anglais désirent s'emparer de leurs terres. C'est d'ailleurs ce que répond à Steward Derbishire le charretier qui le transporte à la campagne: "He did not follow me in the speculations, but said the English wanted to take from them their laws, drive them from their lands, and make them 'labourer les terres pour leur profit'."[4]

Comment faut-il juger le Canadien français de cette époque? Je vois celui des campagnes—le plus grand nombre par conséquent—très paysan si on peut dire: hospitalier, poli comme on l'était encore à cette époque, mais assez têtu et menant la vie étroite du campagnard—vie d'autant plus restreinte que les communications ne sont pas faciles; profondément attaché à la tradition de son milieu où le prêtre, ministre de Dieu, est la grande force dirigeante dans le domaine temporel et spirituel. Traditionaliste, le Canadien l'est souvent à son détriment. S'il s'oppose à l'anglicisation—chose facile à la campagne—il oppose également au progrès matériel dans l'agriculture en particulier une résistance qui lui coûte assez cher. Il aime les parlottes de la politique, qui collectivement le sert, mais individuellement le dessert. Il est gai, et, s'il n'est pas exactement *sluggish*, comme l'écrit l'envoyé de Durham, c'est-à-dire paresseux, il n'est pas pressé. N'étant pas sorti de son pays, il a gardé du passé un bagage d'habitudes, de manières de faire, de préjugés, que la publicité américaine n'a pas encore mis à la mode et qui le font classer par les Anglo-Saxons comme arriéré. Fasciné par le passé, il s'arc-boute contre l'évolution que le paysan anglais ou américain subit sans résistance. C'est à la fois une force qui travaille au maintien du groupe et une très grande faiblesse pour son progrès matériel et pour le bien-être de ceux qui le constituent. Enfin, si le paysan canadien est débrouillard, ingénieux, il est peu instruit ou même illettré parce que depuis le régime anglais le nombre des écoles rurales n'a pas augmenté suffisamment faute de ressources d'abord, puis par résignation ou indifférence des intéressés et surtout parce que la politique s'est chargée d'embrouiller les choses.[5] Au début du XIXe siècle, en 1827, quand l'habitude était aux requêtes, l'une d'elles comptait 87,000 noms et, en regard, 78,000 croix[6]—ce qui donne une idée précise de l'ignorance à peu près générale. C'est à la suite de quelques exemples de ce genre que les Anglais avaient appelé les Canadiens "The Knights of the Cross", mot assez méchant, mais de bonne guerre. C'est à "partir de 1846 seulement que, par l'initiative et sous l'impulsion gouvernementale, on

[3]Durham, *op. cit.*, 8.
[4]Stewart Derbishire, *op. cit.*, 57.
[5]Abbé L. Groulx, *Quelques causes de nos insuffisances*, Causerie au Cercle Universitaire de Montréal, 26 avril 1930, 8.
[6]Cité par M. l'abbé Lionel Groulx dans *ibid.*, 11.

a commencé d'établir des écoles dans toutes les paroisses", écrit Léon Gérin dans "L'habitant de Saint-Justin". Aussi le père Casaubon, ajoute-t-il, ne sait pas lire non plus que sa soeur plus âgée, la tante Marguerite. Or ce n'est pas au début du XIXe siècle que Léon Gérin écrit cela mais à la fin.[7]

Si le paysan canadien est à peu près illettré, il est adroit et industrieux. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler les multiples besognes auxquelles il se livre dans le cadre de la famille.

Dans les centres les plus importants, il y avait vers 1837 des collèges et des couvents d'où sortaient des générations de prêtres et de professionnels—médecins, avocats, notaires—dont le nombre malheureusement croissant encombrait les cadres restreints des professions. Dans les villes, habitait enfin toute une classe de petites gens: petits bourgeois, petits marchands, ouvriers, taverniers, artisans, qui subissait l'influence du clergé d'abord, puis de laïcs sans richesse, mais intelligents, assez cultivés, férus de rhétorique et, dans l'ensemble, très ignorants de la réalité. Comment expliquer autrement, en effet, qu'ils aient pu lancer leurs compatriotes dans une aussi désolante et dangereuse aventure que la rébellion? L'histoire aura assez peu connu de coup aussi mal monté, de révolte aussi mal préparée. Comment expliquer autrement que de gaieté de coeur, on ait pu pousser à la bataille des rebelles sans fusils, sans munitions, sans vivres, sans formation militaire, sans chefs compétents?

En face de ce groupe politiquement et ethniquement assez cohérent, il y a les Anglo-Saxons ou les Bretons, comme on disait à une époque où l'anglicisme avait déjà pénétré la langue écrite beaucoup plus qu'on ne le croit généralement. Ce sont des Irlandais faméliques et miséreux venus de l'inhospitalière Erin, des Ecossais industrieux, économes, pratiques, ou des Anglais venus des villes et des campagnes chercher la liberté et la fortune et, enfin, les loyalistes américains, plus britanniques que les Anglais, installés dans les Cantons de l'Est ou le long de l'Ottawa à la suite de la révolte américaine: excellents ruraux qui ouvrent des régions où les Canadiens français les remplaceront plus tard.

La terre a retenu le plus grand nombre des anglophones. Les autres sont dans les villes. A Montréal, ils ont le commerce d'importation et d'exportation—intermédiaires qui s'enrichissent vite malgré les risques de la navigation, les fluctuations des prix et l'instabilité de la monnaie. Ils achètent à prix faible et vendent à prix fort: ce qui a été le secret du profit dans les entreprises de tous les temps.

A Québec, ils ont le commerce du bois de charpente qui, à lui seul, représente la grosse part des exportations vers 1837. Ils tiennent les transports, les banques[8]—dispensatrices de crédit à une époque où l'obligation et l'action sont encore à peu près inconnues. Ils sont également grands propriétaires fonciers: ils ont mis la main sur les deux

[7]Léon Gérin, "L'Habitant de Saint-Justin" (*Mémoires de la Société Royale du Canada*, deuxième série, 1898-9, 192).

[8]Si l'honorable Joseph Masson est alors vice-président de la Banque de Montréal, seule la Banque du Peuple appartient à des Canadiens français (Newton Bosworth, *Hochelaga Depicta*, 1839). Quant aux transports fluviaux, ils sont aux mains des Anglais, à l'exception d'une ligne de bâteaux créée pour briser le monopole dont jouissent les Anglais, à cette époque, sur le Saint-Laurent (Durham, *op. cit.*, 26).

tiers des seigneuries et ils ont soit individuellement par la tenure libre,[9] soit collectivement par le truchement de grandes compagnies foncières comme la British American Land Company[10] ou la Quebec Megantic Land Company[11] d'immenses propriétés situées entre les seigneuries et les terres de la Couronne. Et comme le tout-puissant Conseil législatif accueille les plus importants d'entre eux, ils dirigent à la fois la vie économique et la vie politique du Bas-Canada, malgré la formidable force d'inertie que présente le groupe français à certaines de leurs initiatives.[12]

Bref, ils sont à peu près maîtres de tout et sans ménagement, grâce à la collaboration constante des fonctionnaires du Colonial Office. Depuis quelques années, cependant, ils subissent un échec dans le domaine des travaux publics où les députés canadiens français, appuyés par une majorité qui ne comprend pas ou qui comprend trop, empêchent à peu près toute initiative d'envergure. L'opposition des groupes est ici plus manifeste qu'ailleurs peut-être: aux intérêts opposés des classes s'ajoutent les arguments raciaux qui empêchent de voir clairement le fond du sujet. Ainsi, des canaux, du creusage des fleuves, des travaux dans les ports, on ne veut guère parce qu'on ne veut pas être taxé pour des choses qui serviront d'abord les intérêts des autres, mais aussi parce qu'on ennuie fortement les maîtres de l'heure. Si on comprend l'avantage indirect que tous en recevraient, on préfère souvent y renoncer parce que la politique a des droits que la raison ne connait pas. Par un dur et assez injuste retour des choses, en 1840, on imposera à ceux qui ont refusé de s'endetter le fardeau des travaux conduits assez imprudemment d'ailleurs dans le Haut-Canada. C'était une solution, mais qui a dû paraître assez mauvaise à ceux qui détestaient d'instinct l'Acte d'Union pour l'objet même auquel on le destinait.

Voilà, en résumé, les groupes qui s'affrontent dans le Bas-Canada vers 1837. Tout les oppose. Aussi, pendant bien longtemps, se combattent-ils durement, brutalement comme des frères ennemis. Et si, à certains moments, il semble y avoir trêve, la paix ne règne qu'en surface. Dès qu'une crise s'affirme, les vieux préjugés, les vieilles haines tenaces troublent profondément les relations malgré l'effort de compréhension tenté dans les classes élevées, mais qui même maintenant, après un siècle, ne semble pas encore avoir pénétré jusqu'au peuple.

---

[9]Dans *Appendix to the Report on the Affairs of British North America*, 61 et suivantes, on trouve un témoignage fort intéressant à ce sujet. J. Hastings Kerr donne une "List of Large Proprietors of Township Land" "in free and common soccage", dans laquelle il y a une centaine de noms de propriétaires dont les terres varient de 2,000 à 57,000 acres—gens de la classe aisée ("The most influential class", dit le témoin). Or, parmi eux, il n'y a que les six noms français suivants: Louis Massue (40,000 acres), Famille Baby (10,000), succession Blanchet (15,000), M. St-Ours (3,000), Mde Quiche (7,200) et Jacques Voyer (2,000), c'est-à-dire 77,200 acres sur un total de 1,300,000 acres. Ces chiffres donnent une idée assez précise de la libéralité avec laquelle on avait distribué les terres. Or, sur les 1,300,000 acres, trois cent mille seulement sont exploités.

[10]La B.A.L. possède environ 800,000 acres dans la vallée du Saint-François (Adam Shortt, dans *Canada and its Provinces*, IV, 580).

[11]Sous l'administration de Lord Aylmer, on concède 200,000 acres à côté des propriétés de la British American Land, à la Quebec & Megantic Land Company (Compagnie des Terres de Québec et Mégantic). Parmi les fondateurs, il y a quinze noms anglais et un français—celui de P. Pelletier (extrait du prospectus paru dans le *Canadien* du 4 mai 1838).

[12]Durham, *op. cit.*, 32.

II. L'Agriculture

Le Bas-Canada est avant tout une colonie agricole. Il y a à cela d'excellentes raisons, puisque les immigrants venus des campagnes françaises ou anglaises trouvent sur la terre à peu près le seul mode de subsistance que peut lui offrir un pays où tout est à faire, mais d'où l'industrie est soigneusement écartée par un gouvernement vigilant.[13] De plus, pour cultiver il faut peu ou pas d'argent; il suffit d'avoir du courage, de la force et de la patience, tandis que le commerce exige des relations, du crédit, de l'audace et quelques connaissances.

La tradition paysanne et des habitudes casanières aidant, la population du Bas-Canada est donc rurale en très grande partie vers 1837. Quelques chiffres tirés du recensement de 1831 l'établissent clairement, car à cette époque les choses changent bien lentement.[14]

	Région de Montréal	Région de Québec	Région de Trois-Rivières	Région de Gaspé	Total
Nombre de familles vivant de l'agriculture	28,229	12,467	9,662	466	50,824
du commerce	1,240	764	489	10	2,503
	29,469	13,231	10,151	476	53,327

Il ressort de cette statistique (*a*) que, sur 53,327 familles, 2,503 seulement vivent exclusivement de commerce; (*b*) que, comme maintenant, une forte partie de la population se trouve dans la région de Montréal; (*c*) que le district de Trois-Rivières a une importance relative beaucoup plus grande qu'à notre époque—probablement parce que, pour simplifier la statistique, on lui fait englober les Cantons de l'est, dont le développement commence déjà.

Dans son *Rapport*, Lord Durham écrit à propos de la culture dans le Bas-Canada que c'est une "rude and unskilled agriculture".[15] Quelque dur que paraisse un pareil jugement, les faits semblent le justifier.

Peu instruit et traditionaliste comme il l'était, le paysan ne semble pas avoir compris en effet la nécessité d'une évolution. Il laboure des terres trop longues ou trop exiguës, comme avaient labouré ses pères; il emploie mal et insuffisamment les engrais, il a assez souvent de mauvaises graines de semence, il ne pratique pas la rotation des cultures et,

[13]C'est un aspect important du régime colonial à cette époque. Aussi l'industrie est-elle très peu développée dans le Bas-Canada. Les Canadiens français se plaignent assez amèrement qu'on empêche l'esprit d'entreprise de se développer. Voici, à ce sujet, un extrait d'un article paru d'abord dans l'*Echo du Pays*, puis reproduit dans le *Canadien* du 1er juillet 1835: "Voilà donc où nous en sommes. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour arrêter l'industrie parmi nous et il nous dit: vous n'êtes pas industrieux. Il s'empare des biens destinés à l'éducation, il la décourage et dit: vous êtes ignorans. Il nous refuse les places d'honneur et de profit, et il nous dit: vous êtes sans richesses, sans considération. La presse sous ses ordres et tous ceux à qui profitent un tel état de choses répètent en choeur: vous êtes sans industrie; vous êtes sans connaissances; vous êtes pauvres; vous êtes sans importance. A force d'injustice, on n'a que trop malheureusement obtenu ce résultat, et l'on se sert à présent de ce résultat même comme prétexte pour nous humilier: on nous fait un crime de notre manque d'industrie, de notre défaut de connaissances; comme si le crime et la honte n'étaient pas sur la tête et le front de ceux-là seuls qui en ont posé la cause." Cet article est assez caractéristique de cette époque, où, de part et d'autre, on n'hésitait pas devant les mots.

[14]Chiffres extraits de l'*Appendice du Journal de la Chambre d'Assemblée*, 1831-1832.

[15]Durham, *op. cit.*, 16.

enfin, ses outils sont restés ceux de ses ancêtres.[16] Il y a des exceptions, mais voilà la règle générale que semblent reconnaître ceux qui ont écrit sur l'agriculture à l'époque même que nous étudions ou plus tard.[17] Aussi le rendement est-il fonction de la superficie plutôt que de la fertilité du sol. Dans les endroits où on dispose de l'espace nécessaire, la récolte suffit aux besoins, mais, ailleurs, là où le sol est vraiment trop fatigué ou quand la terre a été trop divisée, le rendement est faible. Dans les régions où l'exploitation du bois est possible, on peut suppléer à l'insuffisance de la terre par les petits profits qu'apportent chaque printemps la coupe et le flottage du bois, mais ailleurs on "en arrache" comme on dit familièrement. Au fur et à mesure que l'on deviendra plus à l'étroit dans le cadre seigneurial, la situation deviendra plus pénible, au point de déclancher ce grand mouvement d'émigration que seule une prodigieuse natalité empêchera d'être fatal au groupe canadien français.

Dans certaines parties des Cantons de l'est et dans quelques seigneuries des méthodes plus rationnelles et un sol plus neuf donnent de meilleurs résultats. Mais là aussi la difficulté des communications enraye constamment l'essor. Tout cela aurait pu changer si le gouvernement avait fait l'effort nécessaire pour développer l'agriculture, mais comme l'écrivait plus tard à Georges-Etienne Cartier un de ses électeurs: "l'agriculture n'est pas en honneur en ce pays. . . ."[18] Le gouvernement, en effet, s'est pendant très longtemps beaucoup plus intéressé à l'octroi des terres qu'à leur exploitation.

L'agriculture de cette époque a, je crois, les mêmes caractères que M. Léon Gérin notait avec une scrupuleuse et remarquable méthode de travail un demi-siècle plus tard dans "L'habitant de St-Justin".[19] C'est d'abord de la culture familiale, faite presque uniquement par les membres de la famille sous la direction du père; puis quasi-patriarcale, c'est-à-dire destinée à assurer le maintien du domaine et la subsistance de la famille entière par le travail en commun. Culture mixte parce qu'elle englobe un grand nombre de productions, et vivrière parce qu'elle se limite aux besoins de la famille. Culture vivrière complétée par de nombreuses fabrications domestiques. Les hommes voient aux gros travaux; ils sont menuisiers et, s'ils sont adroits, ils font eux-mêmes les voitures et les

---

[16]J. Bouchette dans *British Dominions in North America* (1832), I, 362.

[17]Pierre de Sales La Terrière, l'auteur de *A Political and Historical Account of Lower Canada* sous le pseudonyme de "A Canadian" écrit, par exemple: "The agricultural implements are, for the most part, rude and ill-contrived; a good plough, or a good harrow, is a thing hardly to be found; the scientific rotation of crops is utterly unknown, and might be introduced, to the great benefit of the Country" (p. 124). Et il ajoute ceci au sujet des colons anglais et irlandais: "It may be well to mention that, of the settlers that come from the mother country, and more particularly of those from Ireland, the greater portion are in far greater ignorance of every thing than the inhabitants of Canada" (renvoi p. 125).

De son côté, le Dr. Meilleur notait dans le *Canadien* du 22 août 1838: "nos habitants possèdent encore, il est vrai, un assez grand nombre de terres cultivables, mais dont le fond est épuisé par une mauvaise culture"—cité par l'abbé Groulx, lequel ajoute: "que dire de la situation vers 1850? Ceux qui observent alors l'agriculture du Bas-Canada affirment qu'elle ne sait plus faire rendre à la terre qu'à peine un tiers—d'autres disent un quart de sa production normale. Ignorance dans la rotation des semences, ignorance dans l'usage et le traitement des engrais, ignorance dans l'élevage du bétail, usage de machines démodées, la décadence est aussi complète que possible" (*La Déchéance incessante de notre classe moyenne*, 4 & 5). Et il en sera ainsi tant que les pouvoirs publics ne se donneront pas la peine de former la paysan.

[18]*Ibid.*, 2.

[19]Léon Gérin, *op. cit.*

traîneaux dont ils ont besoin; ils font leurs outils et leurs instruments de culture, leurs meubles et à peu près tout ce dont ils se servent pour leur travail; mais surtout, ils construisent leurs maisons et leurs dépendances. Les femmes filent, tissent, font les vêtements en "étoffe du pays" et les bas, le linge de maison, les chandelles de suif et le savon.[20] Bref, chaque maison forme un tout presque complet dans la grande cellule seigneuriale, puisque la famille fournit à peu près à tous ses besoins. Si déjà, vers 1837, le goût des étoffes anglaises et certains produits de luxe avaient pénétré dans les campagnes avoisinant les villes, l'organisation familiale restait à peu près intacte.[21]

Culture fortement marquée de tradition, ni productive, ni perfectionnée, de rendement faible, qui donne des produits de qualité médiocre parce que la méthode de travail est défectueuse, voilà ce que note Léon Gérin vers 1897 dans la région qu'il étudie. C'est à mon avis le jugement qu'on peut également porter sur l'agriculture de Bas-Canada vers 1837, car s'il y a d'heureuses exceptions parmi les agriculteurs canadiens-français ou anglais, c'est la conclusion qui ressort des ouvrages que j'ai consultés. Et qui était à blâmer d'un pareil état de choses? Je ne crois pas qu'il y ait d'hésitation possible. Lorsque Lord Durham écriviait ceci, il ne pensait sûrement pas qu'à l'instruction: "The continued negligence of the British Government left the mass of the people without any of the institutions which would have elevated them in freedom and civilization. It has left them without the education and without the institutions of local self-government, that would have assimilated their character and habits, in the easiest and best way, to those of the Empire of which they became a part. They remain an old and stationary society in a new and progressive world." Si le gouvernement avait créé et développé, à côté d'un régime scolaire acceptable pour tous, un enseignement agricole même élémentaire,[22] il aurait fait naître une curiosité et un esprit d'émulation auquel le paysan le plus réfractaire ne serait pas resté indifférent. Or, ce n'est qu'en 1853 qu'il y eut un ministère de l'agriculture au Canada.[23]

Avec ses défauts et ses insuffisances, la culture dans le Bas-Canada n'est pas moins assez variée. Il y a d'abord et surtout du blé, dont on produit à certains moments un peu plus que pour les besoins; ce qui, avec l'apport du Haut-Canada, permet l'exportation sur une assez grande échelle. Il y a aussi de l'avoine, des pommes de terre, de l'orge, des pois, du seigle, du sarrazin, du maïs, du sucre d'érable, beaucoup de foin, un

[20] *Ibid.*, 149.

[21] Dans l'article de l'*Echo du Pays* cité plus haut (13), l'auteur affirmait: "actuellement, on consomme trop de produits importés. Les cultivateurs et surtout les personnes du sexe ne sont plus couverts que de tissus européens; tandis qu'il n'y a pas trente ans ils s'habillaient d'étoffes qu'ils fabriquaient de leurs mains." Et il continuait en suggérant qu'on achète avant tout les produits du pays. C'était la même idée qu'avait développée Louis-Joseph Papineau dans son fameux discours prononcé à Saint-Laurent le 1er mai 1837. Avec sa fougue de tribun, il s'écriait, toupet au vent: "Dites aux marchands que vous donnerez la préférence aux produits canadiens et américains." Et encore: "j'ai écrit à la campagne pour me procurer des toiles et des lainages fabriqués dans le pays." C'était déjà le mouvement de "L'Achat chez-nous". Voir L. O. David, *Les deux Papineau* (1896), 115 et 118.

[22] "D'écoles d'agriculture l'on aperçoit pourtant, avant 1850, que l'antique école de Saint-Joachim, fermée depuis longtemps, puis une autre école-fantôme, celle de Charlesbourg, fondée en 1833 par J. F. Perrault, laquelle mal aidée, ferma elle-même ses portes deux ans plus tard" (note l'abbé L. Groulx dans *La Déchéance incessante de notre classe moyenne*, 4).

[23] *Ibid.*, 3.

peu de lin pour l'usage domestique surtout, du beurre assez mauvais; mais pas de fromage.[24] Les méthodes d'élevage ne sont pas bonnes dans l'ensemble, mais les sujets sont nombreux: chevaux, boeufs, vaches, moutons, porcs. Enfin, confiée aux femmes, la culture maraîchère est à peu près uniquement vivrière.

Pays agricole, le Bas-Canada est assez curieusement exploité sous deux régimes terriens dont l'origine correspond à des traditions bien différentes: tenure seigneuriale d'abord, puis tenure libre ou *free and common soccage.* Les terres et les hommes se répartissent inégalement entre les deux. La population francophone est à peu près entièrement confinée dans le domaine seigneurial, par les soins d'un paternalisme devenu périmé parce que les seigneurs ne comprennent plus l'intention même du régime. Les immigrants anglais se sont aussi logés dans quelques seigneuries, mais un grand nombre exploite les terres cédées par la Couronne, par les grandes compagnies foncières ou par les "spéculateurs", à qui on a accordé des domaines immenses avec un arbitraire qui est une des causes lointaines des troubles politiques. En bref, la tenure seigneuriale englobe presque toute la vallée du Saint-Laurent et une partie de celle de l'Ottawa. A l'intérieur, sur la rive sud se trouvent les grandes propriétés dont une faible partie est concédée dans quelques comtés—immenses domaines presque inaccessibles à cause du manque de routes. Au delà il y a les terres de la Couronne. Dans la vallée de l'Ottawa, à peu près seules sont occupées en dehors du domaine seigneurial, les régions de Lachute et celle de Hull où se trouvent en particulier les établissements des Wright.

Mais puisque la vie agricole dans le Bas-Canada se poursuit principalement dans le cadre de la seigneurie, voyons en quoi le régime consistait. Ainsi, nous apercevrons l'armature économique et sociale d'une société rurale qui aurait pu se développer normalement si on n'avait pas enrayé son essor.

III. La Seigneurie

Longtemps isolées les unes des autres par la difficulté des communications, les seigneuries se sont créé une organisation et une vie propres. Elles se sont développées petit à petit, mais différemment suivant la valeur du sol, l'effort réalisé par le seigneur ou l'initiative des curés, l'ingéniosité des censitaires et l'éloignement des centres de consommation. Sauf dans les plus pauvres, cependant, on trouve à peu près la même armature: l'église, le presbytère, le manoir, le moulin banal, la scierie, la potasserie, le magasin qu'on appellera général dès que l'anglicisme aura pénétré là où l'anglais est encore inconnu. Quand le village a pris de l'importance, à ce noyau se greffent quelques petits ateliers qui fournissent aux besoins immédiats de la seigneurie et parfois du bourg avoisinant: tanneries, poteries, carderies, moulin à foulon. Pour confesser, il y a le curé, pour soigner les malades, le médecin et pour recevoir les actes, le notaire. Quand la population peut se payer ce luxe, il y a une école. Sinon c'est le curé qui fait les frais de l'instruction; ailleurs, on réunit les enfants du voisinage dans une maison où l'instituteur se rend aux frais des parents, tandis que, pour les petits Anglais, la Royal Institution multiplie les écoles.

La seigneurie forme donc encore une quasi-entité dans la province

[24]A Canadian, *op. cit.*, 128.

du Bas-Canada à cette époque. Très développé par Jean Talon à la fin du XVIIe siècle, à l'instigation de Colbert, le régime seigneurial eut à l'origine un objet militaire.[25] Talon crut qu'on dresserait ainsi autour de la colonie une chaîne de défense, qui mettrait les établissements du Saint-Laurent à l'abri des attaques des Iroquois. Il voulut également que de ce noyau naquit des cellules de vie économique; et c'est bien ce qui a prévalu par la suite. Des seigneuries originaires sont nés de petits centres agricoles, qui ont rapidement constitué l'armature de la colonie sous le régime français, puis plus tard sous la domination anglaise.

Chose curieuse à observer, la seigneurie au Canada a gardé longtemps plusieurs caractéristiques du fief moyenâgeux. Fondée dans le but d'assurer la sécurité comme le fief féodal, elle s'est développée sous la protection du seigneur, et si elle a vite perdu ou, même, si elle n'a jamais entièrement pris un caractère militaire, elle a conservé longtemps son entité à peu près complète, avec son organisation et sa vie propres—véritable cellule presque indépendante dans le tout sans grande cohésion, au point de vue économique, que forme au début du XIXe siècle la colonie du Bas-Canada.

A titre d'exemples, voici trois seigneuries assez éloignées les unes des autres et très différentes déjà à l'époque qui nous occupe: celles de Murray Bay, de la Petite Nation et de Saint-Sulpice. Dans les deux premières, les censitaires sont encore à la portion congrue bien que la concession remonte assez loin en arrière. Celle de Murray Bay date de 1762; c'est le gouverneur de Québec, James Murray, qui l'accorda à John Nairn, capitaine du 78e Régiment. Elle va de la seigneurie des Eboulements à la rivière Malbaie sur trois lieues de profondeur; domaine assez vaste mais où le seigneur accomplira peu de chose. La vie y est dure, les terres sont petites, de trois à neuf arpents et, le sol est sec, aride, de maigre rendement et le climat froid. C'est la région qu'un homme énergique et audacieux a essayé en vain d'éveiller cent trente ans plus tard. Mais la vie s'y organise cependant comme ailleurs. Pour une population de 1,875 âmes vers 1830 il y a l'église et tous ces petits métiers dont vit maigrement la population. Arides et mal cultivées, les terres donnent surtout des pommes de terre et du blé, puis de l'avoine et un peu d'orge, de pois et de seigle. La grande richesse, c'est le bois. Aussi les scieries sont-elles nombreuses. Il y a aussi deux moulins à farine, une carderie et deux moulins à foulon; ce qui constitue toute l'industrie de ce petit coin perdu sur la côte, mais où existe dans sa force même toute l'organisation primitive de la cellule seigneuriale.

La seconde seigneurie—celle de la Petite Nation—a de commun avec la précédente la misère de ses habitants, l'incurie du seigneur et la coupe du bois comme moyen principal de subsistance. Et cependant le seigneur c'est Joseph Papineau, notaire, homme politique de grande réputation et père du fameux tribun.

Joseph Bouchette, qui a du respect pour les grands, souligne avec une délicatesse bien officielle l'intérêt assez mince que porte le seigneur à ses censitaires. Dans *A Topographical Dictionary of Lower Canada*, à qui j'emprunte quelques-unes des précisions de ce travail, il écrit ceci qui a une jolie saveur: ". . . the settlers are yet too poor to effect much without the assistance of the seignior, who encouraged by the last act of the legislature in favour of education, intended last year to build a

[25]Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, 445.

school-house with stone." Intention excellente, mais qui indique assez bien la dépendance du censitaire et le rôle prépondérant du seigneur.

Dans la seigneurie de la Petite Nation, vers 1830, une faible partie du sol est concédée tant à des colons anglais ou irlandais que français—lesquels, au nombre de huit cents vivent maigrement de leur terre et de la coupe du bois. Comme industrie, il y a un moulin à farine, cinq potasseries et les deux scieries du seigneur, qui fabriquent de la planche et du madrier de pin blanc et rouge, expédiés à Montréal et à Québec pour l'exportation.[26]

Avec la Seigneurie de Saint-Sulpice, nous entrons dans un domaine plus avancé, mieux exploité, plus peuplé; bref, nous pénétrons dans une des parties les plus développées du Bas-Canada. Saint-Sulpice est une des plus anciennes seigneuries puisque la concession remonte à 1640. Située dans le comté de l'Assomption, elle a deux lieues de largeur et six de profondeur et elle appartient au Séminaire de Saint-Sulpice. Elle englobe trois paroisses prospères: Saint-Jacques, l'Assomption et Saint-Sulpice et trois villages. La terre y est bonne et, presque partout, assez bien cultivée pour l'époque. C'est en somme à peu près le pays prospère que nous connaissons aujourd'hui; mais où la vie est beaucoup plus restreinte et moins active. Comme ailleurs, on trouve les champs groupés autour du village et une activité économique qui dépasse à peine les bornes de la seigneurie.

L'agriculture est la grande source de profits; mais, à côté, il y a les petits ateliers dont j'ai parlé précédemment et qui complètent par une toute petite production industrielle la production agricole: quatre scieries, quatre moulins à farine où le cultivateur vient faire moudre son grain moyennant une légère redevance au seigneur, quatre carderies, trois moulins à foulon pour les étoffes faites par les fermières, une tannerie pour les peaux destinées aux souliers de boeuf et aux mocassins, une poterie, quatorze potasseries, une distillerie et une brasserie. Il y a aussi quinze magasins, vingt-deux tavernes ou auberges et soixante-neuf artisans.

Quand on songe que, vers 1830, la population était de 9,670 âmes, on comprend l'importance de ce groupement où se trouvent réunis à peu près tous les aspects de la vie économique dans le Bas-Canada. D'une part, la terre qui fournit du blé, de l'avoine, des pois et un peu d'orge; et de l'autre les scieries, pour lesquelles on a coupé tant de bois qu'on a vidé certaines régions des meilleurs essences, et tous ces petits métiers qui complètent la vie économique dans la seigneurie.

Voilà un aperçu de la seigneurie telle qu'elle existait à l'époque. Une question se pose: à qui le régime seigneurial profitait-il encore? Dans son Rapport sur le Bas-Canada, Lord Durham expose à ce sujet une opinion assez curieuse pour la présenter ici. Le régime, dit-il en résumé, est vertement critiqué par les colons anglais qui ne peuvent se faire à son esprit et à ses règles. Les Canadiens français eux-mêmes s'en plaignent; mais, sous l'influence de leurs chefs politiques, ils en réclament le maintien. C'est parmi les grands bourgeois anglais qu'on rencontre les partisans les plus convaincus du régime.[27]

---

[26]Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of Lower Canada*. Voir "Petite Nation".

En 1831, il n'y a que deux écoles élémentaires qui réunissent 55 enfants; mais on trouve dans la seigneurie quatre tavernes et deux débits d'alcool. *Recensement de 1831*.

[27]Et pour cause, car ils ont mis la main sur les deux tiers des seigneuries les plus importantes (*Appendix to Report on the Affairs of British North America*, 63, Témoignage rendu par J. Hastings Kerr le 14 juillet 1838).

Pour comprendre la situation, il faut connaître quelques faits généraux. Venu d'Angleterre ou d'Irlande avec l'espoir de trouver en Amérique la liberté et le droit de posséder qu'il n'avait pas chez lui, le colon ne veut pas s'accommoder de la tenure seigneuriale dont il comprend ni l'objet, ni l'organisation, ni l'avantage. Et, par surcroit, comme c'est une initiative française, cela seul la lui ferait détester s'il n'y voyait une sujétion dont il a voulu se débarrasser en quittant son pays. Il préfère la tenure libre, dite *free & common soccage* qui lui accorde le droit entier de propriétaire. Le Canadien, lui, serait traditionnellement porté à conserver le régime si les cadres des anciennes seigneuries n'étaient devenus trop rigides pour ses besoins. Là où il a pu pénétrer, il s'est rendu avec ses vieilles méthodes de défrichement et de culture; mais les bonnes terres disponibles ne sont plus assez nombreuses pour les besoins nouveaux. Et, en dehors de la seigneurie, on ne lui facilite guère l'accès du sol.[28] Aussi commence-t-il à se sentir gêné dans l'espace qu'il occupe. Joseph Bouchette cite, par exemple, la paroisse de Saint-Jacques dans la seigneurie de Saint-Sulpice, où cent familles n'ont pas les terres qu'il faudrait et où 600 jeunes gens ne peuvent s'établir faute d'espace. Voilà le grand vice de la colonisation dans le Bas-Canada, qui expliquera un peu plus tard la poussée migratrice vers les Etats-Unis. Pour l'instant elle inquiète sourdement la population française que travaillent les meneurs politiques dans le sens de ses traditions, sinon de ses intérêts matériels. Fait curieux qui se répétera souvent dans l'histoire du Canada.

Quant à la haute bourgeoisie anglaise, l'explication est plus simple. Comme elle détient la moitié, sinon les deux tiers des seigneuries les plus importantes elle a tout avantage à conserver un régime qui sert ses intérêts immédiats.

IV. Le Commerce

Dans le *Canadien* du 20 juin 1838, on trouve le prospectus d'un "Essai sur le commerce du Bas-Canada". Malheureusement, l'ouvrage resta dans les cartons de l'auteur, celui-ci s'étant laissé décourager, je crois, par l'inertie du public devant une oeuvre qui ne correspondait pas aux goûts épiques du moment. C'est dommage, car on y aurait trouvé un document de première main sur la situation économique au moment des troubles et, peut-être même, sur les sources du conflit que Lord Durham se contentait de situer sur le plan racial. Mais si le livre ne parut pas, le *Canadien* en donna l'introduction, dont il est intéressant de citer un extrait pour dégager tout au moins le rôle que jouaient dans le Bas-Canada les deux groupes ethniques d'importance et d'influence inégales. Voici ce qu'écrivait l'auteur dans un style à la fois flou et un peu maladroit, mais évocateur d'énergie et d'action, qui rappelle celui d'Etienne Parent:

> On a souvent accusé les Canadiens d'incapacité et d'inactivité dans les relations commerciales. Ces accusations qui ont paru

[28]En dehors des grandes voies de communication—et elles ne sont pas nombreuses, il n'existe guère de routes vers l'intérieur. Ainsi en 1849, l'abbé J. B. A. Ferland déclare devant le comité parlementaire: "Rejeté à 25 lieues du Saint-Laurent, celui-ci (le colon) devra se soumettre pendant longtemps à des privations sans nombre. S'il a besoin d'une pioche, d'un quintal de farine, d'une botte de paille, il aura à parcourir 15 à 20 lieues pour se procurer ces objets" (cité par l'abbé L. Groulx dans *La Déchéance incessante de notre classe moyenne*, 9).

spécieuses à plusieurs sont fausses dans notre opinion et c'est ce qui peut être prouvé à la satisfaction de tout le monde. Le manque d'institutions adaptées à l'éducation commerciale, la différence du langage, la protection partiale des institutions financières sont les seules causes, qui ont retardé jusqu'à ce jour nos concitoyens de se livrer en plus grand nombre et avec autant de succès aux différentes branches du commerce.

On peut diviser le commerce en deux branches principales en le considérant sous le rapport du lieu de sa destination. Le commerce intérieur consiste à vendre les effets venant de l'étranger achetés dans le pays, ou à trafiquer ici sur les produits du pays.

Le commerce extérieur consiste à acheter les effets sur un marché étranger pour les revendre ici ou à acheter les produits du pays pour les revendre sur les marchés étrangers.

La première branche est la seule à laquelle se livrent les Canadiens; l'autre est exclusivement entre les mains des Bretons à peu d'exceptions près.

De nombreuses difficultés ont retardé et retardent encore aujourd'hui la marche du commerce par l'instabilité du cours monétaire, par le manque d'institutions financières canadiennes, par le système vicieux des banques et par les dispositions législatives injustes et trop restrictives sur les libertés du commerce.

Si je m'étais proposé d'exposer le rôle des Canadiens français dans le domaine économique, il ne me resterait plus qu'à déposer la plume, tant ce contemporain corrobore les opinions exprimées par Lord Durham et par la plupart de ceux qui ont écrit sur l'époque.[29] Ce n'est là, cependant, qu'un aspect du sujet. Pour le traiter, j'adopterai la division classique choisie par l'auteur: commerce extérieur et commerce intérieur.

* * *

Et d'abord, en guise d'introduction, quelques mots sur le régime colonial du Bas-Canada, son orientation et ses défauts. Ainsi, on saisira mieux la situation générale à l'époque qui nous intéresse.

Au paternalisme colonial de la France avait succédé, après la conquête, un régime d'un égoïsme non moins absolu, qui tendait à l'exploitation méthodique des établissements d'Amérique et d'Asie pour le grand avantage de la métropole.[30] C'était encore la situation vers 1837, semble-t-il, malgré les réformes apportées dans la politique anglaise sous l'influence du député de Liverpool, William Huskisson, alors président du Board of Trade. C'est à lui que l'on doit plusieurs des lois qui ont élargi le champ d'action des colonies et qui leur ont permis de se développer normalement. Jusque-là, celles-ci avaient rempli dans l'empire la fonction de pourvoyeuses de matières premières, à la faveur d'un régime douanier privilégié et, à certaines époques, prohibitif. En

[29]Lord Durham note, cependant, un certain réveil: "A laudable emulation has of late induced the French to enter on the field previously occupied by the English and to attempt to compete with them in commerce; but it is much to be lamented that this did not commence until the national animosities had arrived almost at the highest pitch, and that the competition has been carried on in such manner as to widen the pre-existing differences (*op. cit.*, 25).

[30]La phrase suivante de W. P. Morrell dans *British Colonial Policy* in *The Age of Peel and Russell* (Oxford, 1930, 1) est assez caractéristique: "To the old colonial theory the value of the Empire was chiefly commercial."

retour, la métropole leur fournissait les objets fabriqués par ses industries ou importés de l'étranger; ses navires de commerce avaient le monopole du transport et, en temps de guerre, sa flotte assurait les communications. Et ainsi, à la faveur d'un confortable monopole, les marchands et les armateurs avaient bâti leur fortune personnelle et la puissance de leur pays, tandis qu'en Angleterre même des industries de toutes sortes grandissaient rapidement grâce à ce magnifique esprit d'entreprise qui, depuis un demi-siècle, avait fait exploiter les produits du sol et du sous-sol de l'Angleterre d'abord, puis du reste du monde. La nation entière se préparait au rôle formidable que lui promettait le XIXe siècle. Mais à cause de ce très rapide essor qu'on a appelé la révolution industrielle, des problèmes graves se posaient dans tous les domaines: problèmes sociaux, religieux, économiques. C'est à leur solution que s'attaqueront des hommes politiques comme Huskisson, Russell et Peel. Assez souvent sous la poussée des événements, mais aussi avec une large vision des réalités, ces hommes d'Etat ont permis l'évolution politique vers la liberté commerciale prêchée par Adam Smith d'abord, puis par Richard Cobden et par John Bright. C'est à ce moment que remontent également la réforme des prisons, la limitation de la peine de mort, l'abolition de l'esclavage, l'émancipation des catholiques, les lois qui commencent à régir le travail des enfants et celui des ouvriers dans les usines et, enfin, les réformes électorales[31] qui, d'étapes en étapes, feront passer le pouvoir des grands propriétaires au peuple et à ses maîtres guère moins oppressifs. C'est cette époque qu'André Maurois a si heureusement décrite dans le chapitre de son *Histoire d'Angleterre* qu'il a intitulé "De l'Aristocratie à la Démocratie". Comme il l'écrit, la réforme était devenue essentielle, car l'opinion était très montée par les abus auxquels on s'était livré depuis quelques années. Parce que la Chambre des Lords refusait de voter la nouvelle loi électorale qui, en 1831, accordait un peu plus d'influence aux classes moyennes, le peuple se révoltait. "Dans les églises on sonnait le tocsin; dans les usines le travail s'arrêtait. A Bristol, l'hôtel de ville fut brûlé et le palais de l'évêque mis à sac."[32]

L'année précédente les ouvriers agricoles avaient brisé "des machines à battre, rançonné de quelques livres certains propriétaires détestés et demandé aux pasteurs de renoncer à une partie de leurs dîmes". Ils avaient également démoli des *workhouses*—horribles maisons des pauvres. Pour cela, on en avait exécuté quelques-uns et déporté quatre cents.[33]

Cela se passait en Angleterre en 1830, c'est-à-dire sept ans avant les troubles du Canada.

Pour éviter la révolution menaçante, la Chambre anglaise évolua, comme elle le fait généralement avant qu'il ne soit trop tard. Certaines lois nouvelles intéressaient directement le Bas-Canada. Examinons celles qui exercèrent une influence sur l'évolution du commerce.

Il y a d'abord les Colonial Trade Acts de 1822 et de 1825, qui

---

[31]Celles-ci s'imposaient. Voici ce qu'écrit à ce propos P. Meadows, dans *England and Europe (1783-1914)*: ". . . before 1832 the condition of the franchise and of the distribution of seats was absurd. Although the agricultural and industrial resolutions were completely altering the face of the Country, and although the population was shifting, increasing, and concentrating, there had been hardly any change either in the franchise or in distribution of seats since the Middle Ages. The ruling class regarded its control of the House of Commons as a kind of sacred "property" which must not be interfered with, and to which it had a perfect right" (p. 82).

[32]André Maurois, *Histoire d'Angleterre*, 629.

[33]*Ibid.*, 625.

bouleversent la conception coloniale fixée depuis le dix-septième siècle, à la suite des Actes de Navigation de Cromwell: cette grande chartre du commerce maritime anglais. La première de ces lois autorise l'importation dans quelques-uns des ports de l'Amérique britannique de certains articles venus d'Amérique du Nord ou du Sud par des bâteaux appartenant aux pays producteurs. Elle permet également l'exportation en Amérique de tous les produits des colonies britanniques, tout en imposant que le transport entre pays britanniques soit réservé aux navires anglais. Une deuxième loi permettait les échanges entre les colonies de l'Amérique du Nord et l'Europe à la même condition. En 1825, sous l'influence de William Huskisson, on élargit la portée de ces lois par de nouvelles prescriptions.[34]

Si la métropole avait autorisé le Bas-Canada à traiter avec les Etats-Unis antérieurement à 1822, on avait limité les échanges au commerce intérieur.[35] Aussi, les lois de 1822 et de 1825 apportaient-elles une modification profonde dans les relations de l'empire avec le reste du monde. Elles furent complétées par des amendements qui conduisirent l'Angleterre à la liberté des échanges.

Sous l'influence de Huskisson, on accorde également au Bas-Canada des droits privilégiés, comme ceux qui portent sur les bois de charpente; on adoucit les Corn Laws en faisant bénéficier le blé canadien d'un droit de 5s. per quarter—droit qui, en 1827, sera réduit à 6d. quand le prix du blé dépasse 67s. C'est l'échelle mobile qui réglementa l'entrée du blé en Angleterre jusqu'en juin 1846, moment où Peel la supprima au risque de démembrer le parti conservateur.

Voilà un aperçu de la politique commerciale de l'Angleterre depuis le début du XIXe siècle. En résumé, pendant toute cette période on assiste à l'effritement du vieil édifice mercantiliste, à l'abri duquel avait grandi l'empire. En s'écroulant au milieu du siècle, l'édifice faillit briser le lien impérial. Si celui-ci résista alors dans le Bas-Canada, ce fut par un curieux retour des choses, grâce à l'attachement des Canadiens à un régime qu'ils avaient combattu en 1837, mais qui avait heureusement évolué depuis.

* * *

Dans un pays où existent des restrictions à l'entrée et à la sortie des marchandises, le commerce s'organise dans le cadre qui lui est fait. Le grand marché ouvert au Bas-Canada étant encore l'Angleterre, c'est de là que vient la plus grande partie des importations. C'est aussi vers Londres que se dirige le gros des exportations transportées par des bâteaux de toutes dimensions et de toutes formes, chargés de produits à l'état brut dont l'Amérique est la grande pourvoyeuse. Mais à côté de l'Angleterre, il y a les Etats-Unis et le Haut-Canada avec qui les marchands du XIXe siècle traitent à l'importation et à l'exportation. Voilà en quelques mots à quoi se résument les échanges à cette époque. On y relève quatre courants principaux qui canalisent le mouvement.

[34]Adam Shortt, *Canada and its Provinces*, IV, 570-4 (3 Geo. IV, caps. 44 and 45 et 6 Geo. IV, cap. 73).

[35]"The first Canadian measure for regulating trade between Canada and the United States was passed by the Quebec Council in 1787. This provided for the importation of tobacco and potash by way of Lake Champlain and the Richelieu." En 1794, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis signent le premier traité de commerce, qui permet les échanges à l'intérieur par le port de St-Jean; mais empêche les navires américains d'entrer dans les ports de mer du Bas-Canada (Adam Shortt, *Canada and its Provinces*, IV, 545 et 546).

1. *La voie du bas St-Laurent*

Il y a d'abord la grande voie vers l'Europe qu'alimentent Québec et Montréal et, dans une faible mesure, Gaspé, New-Carlisle et les Iles-de-la Madeleine.

Québec est le grand centre des bois de charpente comme on le verra plus loin. Venus de tous les coins du pays en lourds radeaux, ceux-ci sont chargés dans des navires qui les portent vers les chantiers maritimes de Londres ou d'Ecosse. C'est la grosse part du trafic. A l'importation, on trouve toute la gamme des produits qui approvisionnent la ville et la région environnante. Grâce aux bois, Québec est alors assez active; mais elle est avant tout une ville politique qui abrite le parlement et les services.

A Montréal règne une tout autre atmosphère. Pendant longtemps, elle a été la ville des fourrures. Une fois la traite transportée dans les régions nordiques par la Compagnie de la Baie d'Hudson, elle est restée le grand centre de distribution pour la partie Superieure du Bas-Canada et le bassin du haut Saint-Laurent, tant dans le Haut-Canada que dans les Etats américains qui bordent les grands lacs, malgré la concurrence de New-York facilitée par les canaux d'Oswego et d'Erie. Parce que l'Angleterre est encore un des grands fournisseurs de ces régions, les marchands de Montréal importent au printemps et à l'automne des marchandises qui, stockées dans leurs entrepôts, sont ensuite distribuées par le truchement du petit commerce de détail à travers tout le pays.[36]

D'Angleterre viennent à Québec et à Montréal des articles de toutes sortes fabriqués en Angleterre, puis des vins et des alcools, du sucre raffiné et brut, du café, du thé, du sel, du tabac, des cartes à jouer; d'Irlande, des vins, du cognac et surtout du sel; de Gibraltar et de Cadix, de France, du Portugal, de Hambourg et de Chine, un peu de vins et de cognac, du sel, du genièvre, du thé et des épices. Les autres colonies de l'Amérique du Nord fournissent du sel, du rhum, de la mélasse, du piment et du sucre brut surtout. Des Etats-Unis, il vient peu de chose, car le commerce par mer n'est pas encore entièrement libre et les produits anglais venus d'Europe concurrencent avantageusement les autres.

A titre documentaire, voici quelques chiffres qui ont trait aux importations de 1836 par les ports de Québec et de Montréal.[37] Ils indiquent clairement la prépondérance marquée de l'Angleterre:

PORTS DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC

	Total	Marchandises taxées de 2½ per cent.	Marchandises entrées en franchise
Venues de Grande-Bretagne	£1,865,599	£1,760,774	£104,825
" d'Irlande	11,161	10,536	625
" de Jersey	295	295	.....
" de Gibraltar et de Cadiz	152	152	.....
" de France	2,381	2,381	.....
" d'Espagne	5,399	5,399	.....
" du Portugal	717	717	.....
" de Hambourg	9,416	544	8,871
" de Russie	5,713	2,629	3,083
" des colonies britanniques de l'Amérique du Nord	27,976	3,148	24,828
" des Antilles anglaises	870	870	.....
" des Etats-Unis	8,225	3,352	4,872
" de Chine	193	193	.....
" du Brésil	25	25	.....

[36]Dans *Hochelaga Depicta* par Newton Bosworth, on trouve une excellente description du commerce saisonnier de Montréal (p. 220).

[37]Chiffres tirés de l'Appendice E, vol. 47, Journal de la Chambre d'Assemblée, 1837.

Et cette courte statistique des navires venus à Québec et à Montréal en 1836:

	Nombre	Tonnage
Navires chargés	264	84,426
" sur lest	479	166,518
	743	250,944

qui souligne l'importance considérable du commerce des bois de charpente, puis qu'il attire à lui seul toute cette flotte de navires venus sans cargaison dans l'espoir d'un fret de retour.[38]

A l'exportation, Québec et Montréal fournissent surtout du bois: pin, chêne et orme dans l'ordre d'importance. Ainsi, en 1836, on envoie en Angleterre seulement 267,597 tonnes de pin en grume principalement. On exporte aussi des douves, de la planche, des barils et du bois sous diverses formes, ayant subi une première transformation. Dans la statistique officielle, on trouve également de la farine, de la potasse, un peu de blé pour l'Angleterre;[39] puis du gin, du tabac, du beurre, du fromage, du lard, du jambon, du savon, du cuivre, un peu de fourrure.

Bref, il y a dans l'ensemble des exportations une certaine variété de produits, mais surtout du bois. Quant à la répartition géographique, on constate la même force d'attraction des marchés anglo-saxons que pour les importations: Angleterre, Irlande, Antilles et colonies de l'Amérique du Nord. Avec les Etats-Unis, le mouvement des marchandises par la voie de mer est à peu près nul.

Voici un autre tableau qui montre le nombre et le tonnage des bâtiments partis de Québec et de Montréal à destination de l'Europe et des autres colonies d'Amérique. Ainsi on pourra juger de l'importance relative du trafic:

	Nombre	Tonnage
Vers l'Angleterre (dont 12 bâtis dans le Bas-Canada en 1836)	359	290,005
Vers l'Irlande	233	65,736
Vers les colonies de l'Amérique du Nord	199	13,840
Vers les Antilles anglaises	21	3,054
Vers les Etats-Unis	2	179

Ces chiffres indiquent, encore une fois, l'emprise du marché anglais. Celle-ci était si grande qu'en 1846 le libre-échange causera une crise qui

[38]A ce sujet, voici quelques notes de M. A. R. M. Lower, tirées de, "The Trade in Square Timber" (*Contributions to Canadian Economics*, VI, 1933): "The Gilmour firm owned their own fleet of timber-ships. Most houses did not, but depended upon the arrival in Quebec of ships looking for a cargo, 'seekers' as they were called. Naturally a rough cargo like timber would attract the poorest class of ships. The result was that the harbour of Quebec was filled with the queerest collection of shipping, old barques and brigantines, ships 'swifted' with chains passed round their hulls to hold them together, full rigged ships that perhaps had once been East Indiamen, even the occasional old man-of-war much degraded and disguised, turned into a sort of cart-horse of the seas."

[39]L'exportation du blé dans le Bas-Canada a toujours été extrêmement variable. En voici un exemple avec la statistique de la farine et du blé réunis (sur la base de cinq boisseaux de blé pour un baril de farine):

	boisseaux		boisseaux
1801	660,000	1830	948,826
1802	1,151,033	1838	296,020
1811	97,553	1861	13,369,727

H. A. Innis and A. R. M. Lower (eds.), *Select Documents in Canadian Economic History, 1783-1885* (Toronto, 1933), 266.

menacera d'entrainer le Canada dans l'orbite des Etats-Unis, en réaction contre une situation presque intenable pour la minorité commerçante de la population.

Enfin, Gaspé, New-Carlisle et les Iles-de-la-Madeleine entretenaient des relations assez suivies avec l'Angleterre vers 1837. Postes de pêche surtout, ils importent des denrées alimentaires et de l'équipement et ils expédient de la morue, du hareng, de l'huile de poisson, du bois et de la potasse. Ainsi, en 1836, partent de Gaspé 47 navires, de New-Carlisle 40 et des Iles-de-la-Madeleine 36.

2. *La voie du Richelieu*

Pendant longtemps, les ports océaniques ont été fermés aux navires américains. Et même à l'époque que nous étudions les arrivées sont presque nulles à Montréal et à Québec. Par contre, le commerce avec les Etats-Unis par le Richelieu et par le haut Saint-Laurent a rapidement pris de l'importance, dès que l'Angleterre l'a autorisé, c'est-à-dire depuis 1787 environ, moment où elle permet l'importation de certains produits par la voie du lac Champlain. A partir de cette époque, c'est par là que passeront des échanges croissants. De l'Hudson, les bâteaux entrent dans le lac Champlain et, de là, ils atteignent le port fluvial de Saint-Jean, lequel a alors une importance qu'il a perdue depuis. De Saint-Jean, le trafic est dirigé sur Montréal par la route d'abord, puis par chemin de fer dès qu'en 1836 Laprairie et Saint-Jean sont reliés par le Champlain & St. Lawrence Railway. A ce propos, voici un témoignage assez curieux sur les bienfaits de ce mode de locomotion nouvellement créé: "D'après de nouveaux arrangements, écrit un collaborateur anonyme, on peut aller de Montréal à Saint-Jean et revenir en une journée, par la voie de chemin de fer et du bateau à vapeur qui y est lié. Le prix est de 7s. 6d. à 5s. pour les premières places et pour la seconde, c'est 3s. 9d." A nous qui en avons vu bien d'autres depuis, cela semble assez simple d'aller à Saint-Jean et d'y revenir en une journée. Mais quel progrès ce devait être à une époque où l'on circulait péniblement encore dans des chemins cahoteux, dont les contemporains déploraient le mauvais état dans des termes assez violents.

Par Saint-Jean venaient des passagers: en 1836 par exemple le port en reçut 4,524 des Etats-Unis; mais le gros du trafic était en marchandises. Ainsi, cette année-là, les importations atteignent £100,584 et les espèces £30,150, soit un montant total de £130,734. Parmi les marchandises, il y a un peu de tout; mais surtout du bétail (£13,605), du lard salé (£10,528), des peaux brutes (£10,746), du café (£2,558), du cuir (£4,847), du sucre (£4,201), du tabac (£11,757), de la potasse, des livres et du papier, des peaux de bison, des remèdes, de la quincaillerie, des soieries, du riz, de la mélasse, *etc.*

Le port exporte également en 1836 pour une somme de £96,595: bois de charpente et madriers (£20,000 environ), farine (£16,789), chevaux (£11,321), blé (£10,844), graine de lin, sel, fer en gueuse et en plaques, potasse, beurre. Bref, il y a là un commerce d'une certaine importance, auquel s'ajoute le transport des espèces, qui s'élève à £17,032.[40]

3. *La voie du haut Saint-Laurent*

Le marchand du XIXe siècle était assez souvent importateur,

[40]Appendice E, vol. 47, Journal de la Chambre d'Assemblée.

grossiste, détaillant, banquier. Or, c'est surtout dans le commerce avec le Haut-Canada et les populations riveraines des Grands Lacs que ces multiples fonctions s'exerçaient encore vers 1837. Si on tente d'importer directement d'Angleterre ou par les Etats-Unis, les entrepôts de Montréal restent la grande source où s'alimente le petit commerce du Haut-Canada en particulier. Comme autrefois pour la traite des fourrures,[41] le Bas-Canada fournit à l'immense hinterland situé à l'ouest de Montréal ce qu'on ne produit pas du tout ou en quantité suffisante, malgré l'augmentation assez rapide de la population. Et parce qu'il y a eu longtemps un quasi-monopole, les chalands se plaignent amèrement des prix qu'on leur impose. Voici à titre d'exemple un curieux extrait du York *Observer* reproduit dans le numéro du 17 août 1829 de la Montréal *Gazette*: "The importation of Dry Goods from Europe, during the present season are of incalculable advantage. The Lower Canada merchants who have been devouring for years the fruits of the Province, are in a sad plight. The ruin of many of them is inevitable. They have fleeced and driven to beggary by their enormous charges, hundreds of families; and now that their day of calamity has arrived we cannot pity them. Goods are sold at the stores of Messrs. Dougall, Gamble, &c, of York, 35 per cent cheaper than they can be obtained at Montreal. This is owing to Montreal merchants purchasing at a credit of twelve to eighteen months in England, whilst our York merchants pay cash."[42]

Le trafic des marchandises par la voie du haut Saint-Laurent n'en restait pas moins abondant, puisqu'en 1836 on expédiait quelque 14,000 tonnes vers le Haut-Canada par le canal de Lachine.

A l'importation, on trouve surtout du bois, de la farine (170,328 barils) et du blé (51,810 boisseaux)[43]; ce qui permettait d'alimenter le marché anglais en quantité variable suivant la production du Bas et du Haut-Canada, leurs besoins et les restrictions imposées à l'entrée en Angleterre. On recevait également de l'orge (12,637 boisseaux), des pois, du lard, de la potasse, du beurre, du whiskey, des pommes de terre, des douves et des madriers.[44]

A l'époque qui nous occupe, une difficulté très sérieuse s'oppose, cependant, à l'expansion des échanges avec l'ouest: la faible profondeur des canaux qui relient les grands lacs à Montréal et, en particulier, celui de Lachine. Ce n'est qu'après 1840 sous la menace urgente du moment que les travaux nécessaires seront entrepris. Ainsi, cette année-là, on creuse le canal de Lachine de quatre pieds et demi à neuf pieds; en 1880 on ira jusqu'à quatorze pieds. On fera de même pour les canaux des Cèdres et de Coteau qui n'avaient alors que deux pieds et demi de profondeur et pour ceux de Cornwall et de Williamsburg. Ainsi, on parviendra à lutter contre la concurrence américaine en évitant le transbordement.

---

[41]Du commerce d'autrefois, il reste à peu près rien depuis que la Compagnie de la Baie d'Hudson a englobé la Compagnie du Nord-Ouest en 1821. Seuls ou à peu près sont exploités les King's Posts ou domaine du Roi dans la région du Saguenay.

[42]Dix ans plus tard, Lord Durham recommandait l'importation en franchise, par New-York, des marchandises destinées au Haut-Canada, afin de hâter les expéditions et de diminuer le prix (*op. cit.*, 134). Cela semble indiquer que les pronostics du York *Observer* ne s'étaient pas réalisées et que l'emprise exercée par les marchands de Montréal ne s'était guère relachée.

[43]51,810 boisseaux en 1836 et 291,720 en 1834 (Newton Bosworth, *op. cit.*, 199).

[44]*Ibid.*, 199.

4. *La voie de l'Ottawa*

Il s'agit cette fois d'un courant tributaire, qui alimente le grand mouvement d'exportation des bois vers l'Angleterre et qui, d'autre part, conduit vers les régions lointaines de l'Outaouais l'équipement, la nourriture et les hommes nécessaires à la coupe du bois—laquelle est, à cette époque, la grande source de profits de cette région ouverte à la colonisation.

Voici quelques aspects de ce commerce qui a remplacé la traite des pelleteries dans l'économie de la colonie.

* * *

Le commerce du bois sur une grande échelle commence au Canada vers le début du XIXe siècle, au moment où Napoléon lance de Berlin le décret qui crée le blocus continental. Bonaparte qui veut affamer sa vieille ennemie, l'Angleterre, a imaginé de défendre au monde de traiter avec elle. En empêchant qu'on l'approvisionne et qu'on lui achète ses produits, il la voit rapidement réduite à sa merci.

Si le blocus n'eut pas le résultat prévu, il eut cet effet assez inattendu de donner naissance dans le Bas-Canada à un commerce considérable, celui des bois de charpente, qui joua un rôle de premier plan dans l'économie de la colonie.

M. A. R. M. Lower a écrit dans *The Trade in Square Timber*:[45] "A century and a half ago, in contrast with the present age, which is built on iron, the world was built on wood." Cela était encore vrai au début du XIXe siècle, en Angleterre, malgré la révolution industrielle qui s'annonçait et les progrès réalisés dans la production du fer.

Pour la construction des navires en particulier, le bois de charpente était indispensable. Or, l'Angleterre d'alors, comme celle d'aujourd'hui, vivait de sa flotte. Armateur du monde, elle devait trouver du bois pour réparer, construire, renouveler ses effectifs. Aussi, en lui fermant le marché de la Baltique, Napoléon l'embarrassa-t-elle pendant quelque temps. Puis, très au fait des réalités, les marchands anglais se tournèrent vers les colonies d'Amérique où se trouvaient d'immenses réserves accessibles, quoique très éloignées. Immédiatement des grandes firmes comme Pollock, Gilmour & Co transportèrent leurs opérations des pays scandinaves dans le Nouveau-Brunswick et dans le Bas-Canada, où étaient déjà installés d'autres Anglais comme Henry Usborne venu à Québec vers 1801—le premier note M. Lower—ou des Américains comme Philemon Wright, le pionnier de la région d'Ottawa.[46] C'est de cette époque que datent les débuts des Price, des Sharple, des Gilmour, des Burstall et des Dobell, grands facteurs eux-mêmes ou représentants de firmes anglaises qui, pendant très longtemps, centralisèrent à Québec le commerce d'exportation des bois de charpente. Celui-ci avait pris une telle importance que vers 1835-1838 les expéditions représentaient environ les trois-quarts des exportations par la voie du Saint-Laurent.[47] C'était avant le blé, la deuxième grande étape que franchissait le Canada —pays des *staple commodities*—c'est-à-dire des produits exportés à l'état brut.

[45]Dans *Contributions to Canadian Economics*, VI, 1933, 40.

[46]Joseph Tassé, *Philemon Wright ou colonisation et commerce du bois* (1871).

[47]A. R. M. Lower, *op. cit.*, 41. Il y a dans le mémoire de M. Lower, présenté au Royal Canadian Institute en 1932, plusieurs graphiques qui illustrent avec précision certains aspects du sujet. L'étude entière est très intéressante et elle a servi de base à cette partie de mon travail. (G.P.)

Vers 1837, le commerce est assez florissant bien qu'il n'ait pas encore atteint le point culminant. A l'abri des droits élevés par l'Angleterre comme une barrière devant les bois de la Baltique, l'exportateur du Canada tire le maximum d'une situation privilégiée: conséquence logique de la doctrine mercantiliste qui a jusqu'ici dirigé la politique coloniale anglaise, mais que des événements comme le Blocus ont seuls pu déclancher. Les bois de charpente en particulier jouissent d'avantages tels que l'exportateur trouve un profit abondant dans l'écart des prix entre les marchés de Québec et d'Angleterre, écart que ne justifient certainement pas seuls les aléas de la mer. Voici pour qu'on en juge les prix du pin blanc équarri, à Québec et en Grande-Bretagne.[48]

A cet écart considérable, il y a des explications nombreuses, comme le prix nécessairement élevé du fret pour une matière aussi lourde et aussi encombrante que le bois en grume; comme les risques de la navigation; comme les fluctuations des cours que l'expéditeur devait prévoir pour ne pas être ruiné par des opérations dont l'échéance était lointaine et aléatoire. Mais, encore une fois, il y avait un autre fait plus précis: les droits de douane qui jouaient à l'avantage des colonies britanniques de l'Amérique du Nord, mais qui alourdissaient le coût de construction. Lorsque l'opinion libérale aura pris plus de force en Angleterre, les droits sur le bois seront parmi les premiers à sauter, quand l'opinion publique et la politique attacheront plus d'importance au prix de revient qu'au maintien du lien colonial. Alors, sous la poussée d'idées nouvelles, la politique mercantiliste fera place à une orientation différente, qui menaça immédiatement le lien impérial. Mais cela est une autre histoire.

A cause de son importance, le commerce du bois changea l'aspect de la colonie. Commencée dans le bas Saint-Laurent, le long du fleuve, la coupe du bois gagna l'ouest au fur et à mesure que la forêt devenait moins facilement accessible et que les difficultés du transport augmentaient. Longtemps, le Richelieu fournit son apport de billes venues du Vermont par le lac Champlain. Puis, vers l'époque qui nous occupe, ce fut surtout le Haut-Canada, la région de la Gatineau et celle de l'Ottawa supérieur qui approvisionnèrent les marchands de Québec. A Québec se centralisaient les radeaux venus de centaines de milles à la ronde, sous la poussée du vent, du courant ou de rameurs au verbe haut, au teint hâlé par le soleil, la pluie, la brise et l'alcool; hommes durs et adroits, forts et résistant à toutes les intempéries, grands buveurs et blasphémateurs, qui sont au Canada du XIXe siècle ce qu'étaient à la Nouvelle-France, les coureurs de bois. Venus de régions éloignées, ces radeaux sont conduits par des équipes bien différentes. Ce sont des paysans ou des colons groupés par une misère commune et qui suppléent à la maigre pitance de la terre avec le profit variable, mais à peu près certain, du bois coupé durant l'hiver, réuni en "raft" ou en "crib" suivant

[48]A. R. M. Lower, "Esquisse historique sur le Commerce du bois au Canada" (dans l'*Annuaire Statistique* de 1925, 323).

	Prix F.B. Québec	Prix en Grande-Bretagne-droits payés
1808	14.62	96.37
1820	9.37	27.00
1830	6.37	26.00
1840	7.40	32.25

la région et mené à Québec à petites journées.[49] Ce sont des bûcherons de métier venus des Etats-Unis lointains et qui attendent l'été pour retourner chez eux. Ce sont encore des équipes, dont le métier est de conduire les "trains de bois" suivant l'expression pittoresque de l'époque. Et, sous la poussée de ces hommes rudes et tenaces, la flotte des radeaux se mettait en marche dès la débâcle vers Québec, car les hauts-fonds du lac Saint-Pierre empêchaient les navires de Montréal de charger ce fret trop lourd. Une fois arrivé sous le Cap, le bois était examiné, mesuré et expédié en Angleterre surtout dans des vaisseaux de toutes les formes: grosses barques encerclées de chaînes pour mieux résister à la mer, voiliers mal tenus qui faisaient penser à quelque cour des miracles du moyen âge.[50]

A la prépondérance de Québec il y avait une autre cause: l'organisation très forte que les marchands avaient su créer. Là étaient établies des succursales de maisons anglaises comme je l'ai dit précédemment, qui achetaient pour le compte de leur maison, "finançaient" assez souvent les opérations depuis le début, c'est-à-dire depuis le départ vers la forêt jusqu'à la livraison à Québec, et voyaient au transport à bord des navires qui, assez souvent, leur appartenaient. Ainsi, toute l'affaire ne sortait pas des mains de l'entreprise, qui utilisait les bois en Angleterre pour la construction de ses navires et, parfois aussi, possédait en Amérique d'innombrables scieries. A côté de ces firmes qui étaient déjà d'excellents exemples d'intégration, où la famille tenait les leviers de commande, il y avait les filiales moins importantes qui se limitaient à l'achat sur place; il y avait également quelques maisons fondées par des Anglais venus au Canada depuis quelques années et à qui des ressources abondantes avaient permis l'accès de ce domaine où, avant tout, on devait avoir les reins solides pour réussir et surtout pour durer. Il fallait aussi avoir des relations en Angleterre, à une époque où le grand commerce était chasse gardée. Philemon Wright, qui avait toute sa vie tenté et réussi des choses difficiles et qui disposait de puissants moyens d'action, se contentait, je crois, de faire conduire son bois à Québec et de le vendre au meilleur prix. Cela explique pourquoi les Canadiens français qui avaient peu de ressources, guère de crédit et, à quelques exceptions près, peu d'audace, ne jouaient qu'un rôle simple et peu fructueux dans la grande comédie du bois, dont les actes se déroulaient chaque jour sous leurs yeux de paysans casaniers et pauvres.

[49]Si le transport était lent, il n'était pas de tout repos, comme l'indique la pièce suivante des Archives canadiennes intitulée "De David Thompson à Sir Charles Bagot, May 23rd, 1842" (Correspondence of the governor-general's office, no. 1526", tiré de *Select Documents in Canadian Economic History*, 275): "The deepening of Lake St-Peter will be attended with great advantages to the Timber Trade of Canada. At present the Timber Trade is as safe a business as most others exposed to the weather as far down as Lake St. Peter; but once there, the safety of the Rafts is doubtful, in fine weather they pass the Lake in about fifteen hours, but more frequently they are delayed several days, even to three weeks; they dare not attempt the Lake in an easterly wind, and when in the Lake and an easterly gale common, the Rafts are wrecked and sometimes with loss of life, when safe over the Lake they are still liable to be wrecked above Quebec, and even when close to Quebec are sometimes carried below it with a strong ebb tide. In the rocky coves of Quebec the timber receives much damage, if it lies any time, from the agitation of the water, chafing the timber against the Rocks. An old Lumber Man said to me, Sir, there is Oak enough sunk in Lake St-Peter to build a wall around it. A deep channel through Lake St. Peter will enable the Ships to come up to Sorrel and its vicinity, where they can load in safety; and to which place the Rafts of Timber can also arrive in safety."

[50]A. R. M. Lower, "The Trade in Square Timber", 50.